

région du pays. J'ai déjà averti les députés que les questions de ce genre devraient normalement être inscrites au *Fevilleton*. Quoi qu'il en soit, la question a été posée et le ministre doit être autorisé à répondre.

[Français]

**L'hon. M. Chrétien:** Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir de répondre, car je n'ai pas souvent l'occasion de répondre à une question posée par un ministériel.

Nous serions très heureux de pouvoir aménager quelques parcs nationaux dans l'Ontario, car il existe un besoin dans ce domaine. Toutefois, pour ce faire, nous devons obtenir la collaboration du gouvernement de l'Ontario, et je trouve qu'il est un peu lent à agir.

[Traduction]

**M. Foster:** Monsieur l'Orateur, étant donné la réponse du ministre, assurerait-il à la Chambre que le gouvernement prendra au sérieux ses responsabilités envers les Ontariens et aménagera des parcs avec ou sans la collaboration du gouvernement provincial?

**M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton):** Monsieur l'Orateur, dans l'étude des parcs de l'Ontario, le ministre considérera-t-il le canal de Trent comme parc national?

\* \* \*

### LA JEUNESSE

INVITATION À ENVOYER DES DÉLÉGUÉS À LA CONFÉRENCE DU «COUNCIL OF SOCIAL DEVELOPMENT»

[Français]

**M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Est-il maintenant en mesure de répondre à la question que je lui ai posée lundi, à propos d'une conférence de jeunesse? Peut-il aussi nous dire si le gouvernement va contribuer à cette conférence de la même manière qu'il a contribué à celle sur la pauvreté tenue à Toronto l'autre jour?

**L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État):** Informations prises, monsieur le président, à la suite de la première fois que l'honorable député m'a posé la question, nous n'avons reçu aucune invitation de l'organisation qu'il a nommée, et cela aurait été la façon normale de connaître son existence. Aucune invitation ne nous a été adressée.

\* \* \*

### LE NORD CANADIEN

LE DÉPÔT DES RÈGLEMENTS SUR L'UTILISATION DES TERRES

[Traduction]

**M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Quand les règlements sur l'utilisation des terres dans les Territoires du Nord-Ouest seront-ils déposés à la Chambre?

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur l'Orateur, nous pourrions

[M. Mahoney.]

déposer ces règlements une fois que nous aurons consulté les représentants des deux gouvernements qui ont été élus au cours de l'automne, et j'espère que les consultations avec les membres du conseil des Territoires du Nord-Ouest pourront avoir lieu dans les semaines qui viendront.

\* \* \*

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES MESURES PRÉCONISÉES PAR LE MINISTRE DU TRAVAIL

[Traduction]

**M. S. Perry Ryan (Spadina):** Le ministre du Travail peut-il nous dire s'il compte fixer la Chambre sur la nature exacte des contrôles économiques qu'il recommande au gouvernement, car il y a à ce sujet des versions différentes?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je le répète, il s'agit là d'une question de caractère général et je ne pense pas que le ministre puisse être autorisé à faire une déclaration de caractère très général. Le député voudra peut-être reformuler sa question afin d'obtenir les renseignements en question d'une autre manière.

**M. Ryan:** Il y a des versions différentes, monsieur l'Orateur, et je pense que l'on devrait donner au ministre l'occasion de clarifier la situation.

**L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, je suis très reconnaissant au député de me donner l'occasion de rectifier une conclusion qu'il a tirée sans intention bien arrêtée l'autre jour pendant la période des questions. Il a laissé entendre que j'étais partisan de contrôles sur les prix et les salaires. En fait, et ainsi qu'en fait foi le *hansard*, j'avais dit que j'étais en faveur de contrôles sélectifs.

\* \* \*

### LE CODE CRIMINEL

LA DEMANDE DE L'ÉGLISE UNIE CONCERNANT L'AVORTEMENT

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Sachant que le Conseil général de l'Église unie du Canada a demandé au gouvernement qu'on abroge tous les articles du Code criminel traitant de l'avortement, le ministre pourrait-il nous dire quand nous pouvons nous attendre à ce que l'on adopte une telle loi au cours de la session?

**L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, j'ai évidemment pris note de la résolution de l'Église unie du Canada. On trouvera matière à discussion à la Chambre sur ce sujet vers la fin de la session.

**M. Nystrom:** Le ministre des Finances ou le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre à quel moment aura lieu ce débat spécial d'une journée qu'on a promis dans le discours du trône?

**L'hon. M. Turner:** Monsieur l'Orateur, j'aimerais en discuter avec le leader du gouvernement à la Chambre.